

Les limites de la connaissance

Yvan Bordeleau, *Le Citoyen éclairé. Échapper à l'illusion des certitudes*, Montréal, Liber, 2016, 144 pages

Martin David-Blais

Volume 11, numéro 1, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83899ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

David-Blais, M. (2016). Compte rendu de [Les limites de la connaissance / Yvan Bordeleau, *Le Citoyen éclairé. Échapper à l'illusion des certitudes*, Montréal, Liber, 2016, 144 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 11(1), 11–12.

LES LIMITES DE LA CONNAISSANCE

Martin David-Blais
Université St-Paul

YVAN BORDELEAU

LE CITOYEN ÉCLAIRÉ. ÉCHAPPER À L'ILLUSION DES CERTITUDES

Montréal, Liber, 2016, 144 pages

Ce livre porte sur la compréhension et les jugements que peuvent développer les citoyens sur les questions de la cité. L'auteur, Yvan Bordeleau, se pose la suivante : les citoyens, que l'on n'a de cesse de solliciter et d'invoquer en démocratie, peuvent-ils élaborer des jugements politiques rigoureux et raisonnables ? La réponse qu'il apporte est très modérément optimiste : c'est possible, mais cela relève au premier chef de la prise de responsabilité de chacune et chacun ; par conséquent, on ne saurait croire que cela puisse advenir très souvent. Mais surtout : on ne saurait trop espérer au regard de ce que nous apprend la psychologie sociale depuis un siècle au sujet de la cognition naturelle. En fait, le livre propose une prise de conscience de nos limites cognitives et psychologiques et offre une invitation à une prise de responsabilité intellectuelle.

Voilà un livre utile, car il montre bien en quoi il n'est pas naturel pour les humains de développer des compréhensions amples, solides et complexes ainsi que des jugements nuancés sur la réalité sociale qui les entoure. Or, il me semble que, de manière générale, les discours sur l'engagement «citoyen» se montrent au contraire très optimistes à cet égard parce que convaincus de la force de la raison et de la capacité humaine de discernement. À en croire plusieurs, il n'y a pas d'effort à comprendre un ensemble de questions délicates et complexes : les citoyens peuvent s'adonner sur une base quotidienne, et sans grande difficulté, à l'observation des questions de notre temps avec rigueur et pénétration pour peu qu'ils soient en présence d'une information de qualité. Bordeleau, qui a été professeur de psychologie avant de devenir politicien, braque, lui, son regard sur les limites naturelles de la cognition humaine et entreprend un exposé pédagogique sur une série de facteurs – cognitifs, psychologiques et sociaux – qui ont un impact sur le jugement social.

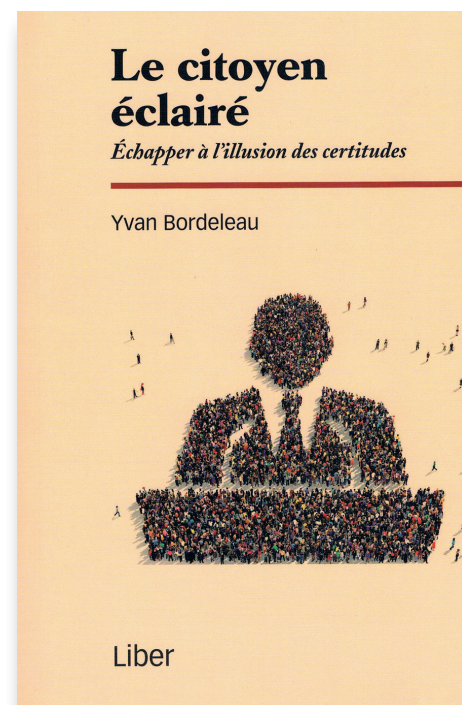
Bordeleau part d'une conception réaliste de la connaissance. Il est cependant très loin, comme on l'a dit, de ceux pour qui l'accès à la vérité est chose simple et peu problématique ; il est aussi bien loin de tous ces relativistes qui réfutent la possibilité du vrai en soutenant peu ou prou que,

sur le terrain de la pensée sociale, il n'y a jamais que des opinions enfermées dans les limites des conditions sociales d'élaboration et d'énonciation. Pour lui, le réel social est connaissable : le vrai est une construction élaborée lentement et patiemment au moyen d'essais et d'erreurs, de mises à l'épreuve des affirmations, d'examen critiques des entreprises conceptuelles. La recherche de la vérité n'est pas vaine, mais elle suppose des efforts exigeants notamment en ce qu'elle sollicite des activités mentales qui ne sont pas naturelles (comprendre : qu'elles doivent être acquises). À l'évidence, la posture de l'auteur est absolument classique ; toutefois, le propos est alimenté par la psychologie et, surtout, par la psychologie sociale.

L'auteur [...] aborde plusieurs autres phénomènes cognitifs classiques comme l'attitude ou la discordance cognitive. Pour lui, tous ces mécanismes naturels ne nous condamnent pas à l'ignorance éternelle ; toutefois, il importe de bien voir que les gains de vérité, tant collectifs qu'individuels, sont obtenus par la prise de conscience des effets de ces mécanismes, par la mise à distance des constructions toutes faites, et par d'incessants efforts de vérification.

D'entrée de jeu, Bordeleau insiste sur un des mécanismes majeurs de la cognition sociale (bien connu depuis les travaux de Salomon Asch dans les années 1940), à savoir l'effet halo. On peut résumer ce mécanisme comme ceci : la cognition dans la durée sur tel objet dépend des formes initiales qui se sont mises en place dans notre esprit et que celui-ci tend à conserver indépendamment de leur degré de justesse. L'auteur fait voir dans la foulée que tout un chacun a acquis et développé un ensemble d'idées tributaires de ses environnements sociaux qui, parce qu'elles ont aussi été objets d'investissement de notre part, ont acquis le statut d'évidences. Bordeleau ajoute aussitôt que nous traitons les faits et objets nouveaux dans une très large mesure au moyen de nos croyances antérieures.

Voilà de formidables moyens de simplification de nos tâches cognitives quotidiennes ; mais la psychologie sociale a bien mis en évidence qu'il y a là source de biais, de rigidité, de sélection de l'information, etc. L'auteur ne s'arrête pas là et il aborde



plusieurs autres phénomènes cognitifs classiques comme l'attitude ou la discordance cognitive. Pour lui, tous ces mécanismes naturels ne nous condamnent pas à l'ignorance éternelle ; toutefois, il importe de bien voir que les gains de vérité, tant collectifs qu'individuels, sont obtenus par la prise de conscience des effets de ces mécanismes, par la mise à distance des constructions toutes faites, et par d'incessants efforts de vérification. Voilà qui n'est pas si difficile à concevoir, mais tellement exigeant lorsque l'on tente de le mettre en pratique !

Bordeleau ne voit pas la source de notre difficulté à ne bien connaître le réel social que dans les modèles de la cognition naturelle. Il invite chacune et chacun à faire un examen intérieur en profondeur afin d'évaluer tout à la fois sa capacité d'ouverture, la prégnance de ses préjugés, son aptitude à accepter la discordance, ses capacités de tolérance, etc. Pour notre auteur, une personne qui entreprend de développer ses capacités d'ouverture ou ses habiletés critiques aura probablement plus envie de cheminer sur le long chemin de la vérité que celles et ceux qui s'y refusent.

Bordeleau remarque en outre que plusieurs phénomènes sociaux ont un impact sur la capacité de connaître et de juger des citoyens. Notamment le poids des groupes : nous sommes plus influencés parce ce qui se pense et se vit au sein des groupes auxquels nous appartenons que nous aimons à le croire. Il en va de même pour l'attrait des modes ou des rumeurs auxquels il est souvent bien difficile de résister.

C'est donc sur toute cette base conceptuelle que l'auteur formule son appel à la prise de responsabilité intellectuelle, celle des individus citoyens au premier chef, mais aussi celle des éducateurs et des intellectuels, de même celle des médias. Cela donne un livre intéressant parce qu'il relance avec



suite de la page 11

nuance une très ancienne discussion – la vérité comme entreprise de vertu –, mais avec des moyens conceptuels relativement actuels, principalement l'apport de la psychologie sociale comme on l'a vu.

Il s'agit néanmoins d'un livre qui me laisse sur ma faim. La raison principale tient à deux silences. Je pense d'abord au fait que l'auteur ne parle aucunement de la question de la surcharge que nous vivons tous: surcharge d'activités, surcharge d'informations, surcharge de sollicitations. La question me paraît absolument centrale: comment le citoyen contemporain peut-il se consacrer avec sérieux aux très nombreuses questions de la cité alors qu'on exige toujours plus de lui ou d'elle? N'est-il pas vrai que dans la société actuelle, on demande de chacun toujours davantage de disponibilité et de concentration au travail? Il en va de même pour nos affaires personnelles: qui, par exemple, est vraiment très au fait de l'état de ses finances personnelles et de tout ce qui touche sa santé (activité, alimentation, sommeil, environnement immédiat, etc.) tout en pouvant s'acquitter parfaitement de ses obligations en matière d'activités scolaires des enfants? Sans compter la multiplication des sources électroniques de distraction, Facebook étant la première. Le livre de Bordeleau ne dit rien sur tout cela, ce qui surprend un peu si l'on considère que cette question de la surcharge a été passablement traitée par les neurosciences. Autre silence: il n'y a

Bordeleau ne se pose pas des questions comme celle-ci: comment le citoyen peut-il réfléchir sur les conséquences de son mode de vie alors que depuis très longtemps on déploie tant de moyens narratifs et persuasifs pour donner tellement de sens à la possession d'une voiture ou d'une magnifique maison et que, dans cet incessant travail de communication, on ne cesse de cibler toute une série de mécanismes psychologiques fondamentaux?

rien dans le livre sur le poids des grandes entreprises dans nos vies et de leurs incessants efforts de communication. Bordeleau ne se pose pas des questions comme celle-ci: comment le citoyen peut-il réfléchir sur les conséquences de son mode de vie alors que depuis très longtemps on déploie tant de moyens narratifs et persuasifs pour donner tellement de sens à la possession d'une voiture ou d'une magnifique maison et que, dans cet incessant travail de communication, on ne cesse de cibler toute une série de mécanismes psychologiques fondamentaux?

révision aurait été nécessaire (à la p. 122 par exemple, trois phrases débutent par «c'est ainsi») même si ce n'est pas absolument grave.

J'ai une dernière réserve au sujet du livre: il a trop souvent un style scolaire, celui des manuels. À maints endroits, on se sent en présence de résumés de lecture et de notes de cours. Le résultat est souvent impersonnel et terne. Et même, par moments, on se dit qu'un effort supplémentaire de

révision aurait été nécessaire (à la p. 122 par exemple, trois phrases débutent par «c'est ainsi») même si ce n'est pas absolument grave. Il reste que, face à tous les supposés héritiers des Lumières de ce monde qui nous assurent qu'il suffit de prendre l'habitude de débusquer les procédés argumentatifs fallacieux des puissants pour qu'en chacune et chacun naisse un citoyen éclairé, un regard qui montre l'ampleur de nos propres limites est nécessaire et utile. ❖

JEAN-PHILIPPE VIRIOT DURANDAL, ÉMILIE RAYMOND,
THIBAUD MOULAERT, MICHÈLE CHARPENTIER (DIR.)
**DROITS DE VIEILLIR ET CITOYENNETÉ
DES AÎNÉS. POUR UNE PERSPECTIVE
INTERNATIONALE**

Québec, Presses de l'Université du Québec, collection
Problèmes sociaux et interventions sociales, 2016,
404 pages

Quand mes yeux sont tombés sur la publication aux PUQ de l'ouvrage du «Réseau d'Études International sur l'Âge, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique» (REIACTIS), je n'ai bien sûr pas boudé mon plaisir. Sollicités par quatre de leurs collègues, une quarantaine de chercheurs et d'enseignants spécialisés en gérontologie sociale ont ici fait le point de leurs travaux. Leurs regards «croisés» ont ainsi permis une lecture diversifiée où «l'approche compréhensive des processus et des représentations est mise en rapport avec l'économie générale des dispositifs et des actions publiques qui encadrent l'avancée en âge dans les sociétés contemporaines.»

Ici, le vieillissement n'est pas considéré comme un simple parcours individuel, mais comme un défi collectif, à gérer autant par les gouvernements que par les citoyens, dans le cadre de la dynamique des divers rapports sociaux. Vieillir n'est pas seulement à définir comme avancer en âge, mais aussi comme un ensemble de droits, à défendre et à promouvoir, d'intégration sociale, économique et politique. Les populations concernées, dans le court terme comme dans un futur plus lointain, doivent s'engager dans des débats et des luttes pour un vieillissement «actif» au service de tous, à tout âge.

Cet ouvrage est en fait une collection de textes en français ou traduits. Il nous permet de faire le point sur le développement disciplinaire de la gérontologie sociale à travers la Francophonie, mais aussi l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre et l'Australie. Aucun texte des Amériques, ni de toute l'Afrique, ni de la Russie, ni de l'Allemagne ni de l'Europe de l'Est dans cet ensemble «international». Dommage. Il confirme aussi que le Canada et le Québec accusent un retard certain des recherches de niveau universitaire, faute de moyens et de volontés politiques ou simplement citoyennes. À quelques exceptions brillantes près, comme



Michèle Charpentier, Anne Quéniart ou Jean-Paul Lavoie, les contributions d'ici sont assez moyennes. Avec même des données non vérifiées et faussées comme dans le texte de Daniel Thomas! C'est le risque de ce type d'assemblage postérieur à un congrès du REIACTIS: la rareté des compétences comme des subventions ajoute aux contraintes «diplomatiques»...

Cette récollection, bien qu'intelligente et instructive, ne fait pas un ouvrage cohérent et l'interdisciplinarité cède souvent à la confusion des genres et des styles. De plus, manque ici une bibliographie critique plus complète et précise, mieux organisée et sans redondances. Enfin et surtout, on peut regretter l'absence totale de contributions de la part des aînés ou retraités, observés plus qu'impliqués. Ni témoignages, ni analyses directes, alors que les retraités d'expérience n'auraient pas manqué à l'appel à produire des textes originaux et intéressants. Je ne pratique pas ici un plaidoyer pro domo, ne manquant pas d'opportunités ni de sollicitations pour porter une parole et mes réflexions. Je m'inquiète plutôt de cet âgisme inconscient: de quoi et de qui ces auteurs ont-ils peur? Cela fait aussi partie des «droits de vieillir» et d'une citoyenneté à respecter.

Un catalogue à garder en bibliothèque, comme on consulte un ensemble de références aussi utile qu'inégal et incomplet, en espérant à moyen terme une livraison plus questionnante, plus critique et plus large que l'expertise professorale.

Jean Carette
Professeur retraité et actif de l'UQAM